

# S'ORGANISER AVEC DES ADULTES, OUI MAIS...

## Table-ronde

*À l'évidence, les modes d'engagement et de prise de responsabilités des jeunes évoluent. Une désaffection semble toucher les organisations d'action globale (partis politiques, syndicats) plus nettement encore que le monde des associations. Jusqu'à quel point existe-t-il en ces domaines une impasse, une situation de non-retour, ou plutôt des malentendus et des difficultés de dialogue relativement banales ?*

Quatre jeunes de 17-19 ans (1) et quatre adultes (2), tous originaires de Savoie, ont été réunis pour approcher ces questions.

*Economie & Humanisme : Comme jeunes, quels engagements en milieu associatif partagez-vous avec des adultes ? Avec quel resenti positif, ou quels obstacles ?*

**Gaël Garlatti** : Comme membre de la Commission Jeunesse de Montméliand, j'expérimente une relation plutôt facile autour des projets concernant les jeunes, et qui proviennent soit des jeunes eux-mêmes, soit des élus. Je suis également membre de la Commission de vie lycéenne dans mon Lycée. La condition pour une relation qui se passe bien est dans le temps que l'on passe d'abord à se comprendre, à dialoguer.

**Lynda Billotet** : Je suis d'abord active à Chambéry dans une association d'entraide anonyme, pour les jeunes en difficulté, dont les intervenants bénévoles ne sont que des jeunes. Au Conseil Général des Jeunes de Savoie, j'ai expérimenté, à un point exceptionnel, une relation de bonne compréhension avec les adultes présents.

**Alice Allegrini** : Je fréquente la MJC de Moutiers, sans y avoir de responsabilité générale ; jamais il ne m'a été proposé d'être présente au Conseil d'administration. Si les jeunes ont quelque chose à exprimer, ils rencontrent directement l'encadrement de la Maison.

**Amina Arzour** : Dans notre association (3), des élections ont lieu avec nécessairement des représentants des jeunes. Je sens la coopération jeunes-adultes assez facile.

**Jorris Santalucia** : Dans les Conseils des MJC, les jeunes sont effectivement une « denrée rare ».

(1) Lycéens ou étudiants, actifs dans des structures paramunicipales ou départementales de concertation et d'orientation des politiques « jeunesse », ou dans des associations d'animation : Maison des Jeunes et de la Culture, Centre Social.

(2) Dirigeants des Fédérations de Centres sociaux et MJC, secrétaire d'une Union départementale de la CGT, maire et vice-président de Conseil Général.

(3) AQC, Association des Quartiers du Centre Ville (Centres Sociaux de Chambéry).



E. & H. : *Pourquoi ? Les jeunes ne se retrouvent-ils pas dans ce registre d'action, ou bien vos équipements associatifs se passent-ils très bien d'eux ?*

---

## Représentations

---

**J. S. :** Leur présence est rare, à mon sens, du fait des représentations qu'ont à la fois les adultes et les jeunes. On ne laisse pas beaucoup de place aux jeunes, à partir du constat qu'un jeune motivé par une activité n'est pas intéressé par des dispositifs dépendant des politiques publiques, etc. Dans les MJC, les « Conseils de maison » ont existé pendant longtemps ; ces instances ouvertes à tous ceux qui pratiquaient des activités permettaient un apprentissage pour s'intégrer progressivement au Conseil d'Administration. Depuis deux ans, nous avons réaffirmé comme une priorité l'accès des jeunes à des responsabilités de plus en plus larges. C'est en fait une attitude générale, à contre-courant d'une option « fourniture de loisirs à consommer ».

**Philippe Paillotin :** Les Centres Sociaux ne sont pas réellement incitatifs pour que des jeunes s'associent aux responsabilités globales de chaque Centre. Ce qui est proposé aux jeunes comme démarche pour passer de l'intérêt particulier à l'intérêt collectif est plutôt greffé sur les activités et projets vécus et peu à peu assumés par eux.

**Patrick Mignola :** Comme maire (4), je vois deux obstacles principaux, pour que les jeunes soient associés, au moins, aux politiques qui les concernent. Le premier est la peur des jeunes chez les élus ; le second est la difficulté de trouver de bonnes méthodes pour associer les jeunes : les élus doivent être accompagnés pour cela par des professionnels familiers des jeunes, qui tiennent une place de médiateurs.

E. & H. : *Quels facteurs profonds pourraient expliquer cette distance entre jeunes et politiques locaux ?*

**P. M. :** On peut parler des changements accélérés dans la mentalité des jeunes. Les « générations de jeunes » sont de plus en plus raccourcies, d'où une difficulté à communiquer, de la part des élus, même lorsqu'ils n'ont que trente ou trente-cinq ans.

Du côté des jeunes, je dénote aussi une absence d'initiation à ce qu'est le bien commun. Il semblerait que dans les familles, à l'école, la plupart n'apprennent pas à comprendre la différence entre vie privée et vie publique, entre intérêt particulier et intérêt collectif. L'école a la charge de faire une éducation civique de base.

(4) P. Mignola (UDF) est maire de La Ravoire, et conseiller général du canton correspondant.

# LES JEUNES, ACTEURS INDISPENSABLES À LA COHÉSION TERRITORIALE

Plus que toute autre région, le Limousin est confronté aux conséquences du vieillissement de sa population (1) : non renouvellement des générations, désertification accélérée de certaines zones rurales et, plus préoccupant, leur dévitalisation économique et sociale.

Le dynamisme de ses bourgs, le maillage du territoire par des petites villes aux fonctions urbaines diversifiées ont longtemps assuré le développement local. Ce n'est plus le cas aujourd'hui (2). Combien d'élus doivent ainsi se résigner à voir l'école du village fermer, les services publics restructurés, la vie associative décliner ! Le maintien et l'apport des jeunes sont donc des enjeux essentiels pour la cohésion territoriale du Limousin.

Le repli et une certaine forme de ghettoïsation menacent aujourd'hui les populations les plus âgées (3). La présence des jeunes dans les zones rurales revêt donc une importance particulière, car elle permet de préserver et de cultiver les solidarités intergénérationnelles au quotidien. Celles-ci sont aussi importantes que la mixité sociale dans les grands ensembles urbains. Préserver cette mixité, c'est aussi favoriser la diversité des modes de vie et de consommation (4).

L'économie du Limousin a besoin des capacités d'innovation des jeunes, de leur ouverture sur le monde et les cultures, des nouvelles pratiques socio-culturelles dont ils sont porteurs. Des milliers d'artisans (40%) vont partir en retraite dans les dix années à venir. Il existe un déficit d'encadrement dans les PME régionales, alors que la compétition internationale les contraint à l'excellence. Le « tourisme vert », les métiers liés à l'environnement – un atout en Limousin –, les services aux personnes, l'éducation, les activités récréatives, culturelles et sportives, la santé sont des secteurs qui connaissent une forte croissance. Dans tous ces domaines, la créativité et l'énergie des

jeunes sont indispensables pour monter ou diffuser de nouvelles activités, ou répondre aux divers besoins locaux : évènements multiculturels ou pluridisciplinaires, appropriation par tous des TIC, mise en place de services innovants ...

Enfin, la présence des jeunes est nécessaire pour « oxygéner » la démocratie locale. 90 % des conseils municipaux en zones rurales sont, aujourd'hui, composés d'élus qui ont plus de 50 ou 60 ans. Leurs délibérations, la plupart du temps, vont satisfaire les besoins de ces mêmes tranches d'âge. Eviter toute gérontocratie nécessite donc de s'appuyer sur les jeunes. Pourrait-on envisager de renouveler les systèmes d'expression et de représentation démocratiques sans eux ?

Dans le domaine associatif, il en va de même. Si la disponibilité plus grande des anciens peut être une chance pour le développement des activités associatives (5), l'animation et la pérennisation de celles-ci réclament l'apport de ressources dynamiques. L'expérience des emplois jeunes a montré combien l'implication de ces derniers a permis de revivifier le tissu associatif.

À l'évidence, il ne pourra y avoir d'implication « durable » des jeunes sur un territoire sans leur participation à la vie publique dudit territoire.

**Joël Ratier**

*Vice-Président, Conseil Régional Limousin*

(1) La région Limousin présente la structure d'âge la plus vieille des régions françaises, avec 19,5 % de moins de 20 ans, 51,1 % de 20-59 ans, et 29,4 % de plus de 60 ans (Sources INSEE, 1999).

(2) Les forces vives à l'origine de ce dynamisme manquent cruellement.

(3) Elles se trouvent confrontées à un double isolement, physique et moral.

(4) La cohésion des territoires, la densité et la variété de leurs fonctions sont indispensables à leur pérennité et à leur attractivité (nouvelles activités, tourisme...).

(5) Au plan national, la participation des plus de 70 ans aux activités associatives est passée, en vingt ans, de 22 à 40%.



*E. & H. : Au sein d'une organisation syndicale comme la CGT, y a-t-il au moins partiellement une action commune jeunes-adultes ? Et pourquoi cette démarche est-elle difficile ?*

**J.-J. Dumas :** On doit constater, au préalable, que peu de jeunes aujourd'hui, font partie des travailleurs, et donc des adhérents potentiels d'un syndicat. Par rapport aux jeunes, la CGT affiche certaines réussites, et certains échecs. Le principal point de contact avec eux est le « Centre départemental de la jeunesse », avec ses propres moyens de communication et ses propres réunions. Des difficultés de relation avec les adultes surviennent pour des questions de langage, de vocabulaire ; mais dans l'ensemble, la CGT essaie de favoriser, y compris par des formations, la prise de responsabilité des jeunes. La précarité de leur situation est l'un des obstacles à cet accès à la responsabilité : un travailleur saisonnier, par exemple, se syndique rarement, et d'autant moins qu'une répression patronale peut survenir. J'ajoute que la jeunesse sait nous surprendre ; certains des jeunes qui se retrouvent dans la mouvance alter-mondialiste font montre d'une maturité très marquante sur la culture ou les modes de vie en société.

*E. & H. : Mais pourquoi ces jeunes-là, comme ceux qui, ici en Savoie, disent aimer prendre des responsabilités, ne s'intègrent-ils que très peu aux formations politiques et autres organisations d'action globale ? Comme jeunes qu'en pensez-vous ?*

---

## Des rythmes incompatibles ?

---

**Alice A. :** Ce qui freine notre prise de responsabilité, c'est la très ou trop forte attente des autres jeunes à notre égard. Ce poids nous fait peur. Celui qui prend plus de responsabilités avec les adultes est considéré par les autres jeunes comme « entre deux » ; il va devoir s'expliquer devant les autres sur ce qu'il n'aura pas réussi à faire.

**L. B. :** Je n'ai jamais pensé, en fait, à adhérer à tel ou tel parti. Ce que je lis avant les élections me paraît du domaine du « bla bla bla ». Mais je reste ouverte à l'idée d'agir en politique lorsque je serai majeure.

**Amina A. :** Je vois le travail des partis comme inscrit dans la longue durée, qui me concerne, bien sûr, mais peu pour l'instant. Les jeunes ont du mal à se motiver pour ce qui n'est pas du tout immédiat. De plus nous sommes assaillis par un grand nombre de formations politiques très divisées. Nous avons du mal à comprendre ce monde-là.

**G. G. :** La politique m'intéresse peu a priori. Si l'on me proposait

une place sur une liste municipale, je l'accepterais peut-être, mais après hésitation. Je ne crois pas que cette responsabilité serait trop lourde en elle-même, je crains plutôt d'être empêché d'agir localement par ceux qui ont une position de pouvoir dans un parti politique. La politique m'attire et me déçoit alternativement.

*E. & H. : Sentez-vous les responsables politiques comme moins dignes de confiance que les chefs d'entreprises ou les responsables associatifs ?*

**G. G. :** Des femmes et des hommes sont personnellement dignes de confiance dans tous les milieux. En politique également. Ce qui est en cause est l'environnement des politiques, qui influe sur leurs décisions, et leur rapport au pouvoir, qui les conditionne : la plupart des politiques semblent cramponnés au pouvoir.

**Lynda B. :** En milieu associatif, on voit toutes les propositions et initiatives aboutir tôt ou tard. En politique, il n'en va pas de même. La complexité du jeu politique nous en éloigne aussi, d'autant que l'école et le lycée ne nous apprennent rien sur le sujet.

**Alice A. :** Je ne me sens pas du tout concernée.

**G. G. :** C'est important, en fait, la politique. Mais l'action politique, pour un jeune, représente une très forte exigence. Il devra travailler pour les générations futures et non pour lui.

**Ph. P. :** On peut entendre les craintes d'instrumentalisation émises par les jeunes à l'égard des partis. Des mécanismes de démocratie participative pourraient éviter ce travers plus facilement, en sachant que cette facette de la démocratie est difficile à vivre.

---

## La démocratie mal aimée

---

**P. M. :** Je suis très sévère pour tous ceux qui parlent de la politique comme d'un fantôme lointain. C'est grave, car plus on accrédite l'idée que les politiques se valent tous, etc., plus on conduit l'abstention à croître, et donc les extrêmes à se renforcer. La démocratie est vraiment mal aimée, on n'a pas le droit de dire « toutes les offres politiques se ressemblent », c'est un refus de la complexité sociale. Vu de l'intérieur, les partis ne sont pas des réducteurs d'initiatives. Leurs adhérents y exercent une véritable influence.

*E. & H. : Les jeunes semblent donc attendre des politiques, au minimum, un parler vrai et des engagements réels. Que dire du syndicalisme ?*



**L. B. :** Je vois les syndicats comme de vrais acteurs de la société. Leur rôle est plus clair que celui des partis.

**Amina A. :** Nous avons plus conscience de ce qu'ils sont. Je pense pouvoir dire que j'adhérerai à un syndicat.

**J.-J. D. :** Globalement, les syndicats et partis doivent renouveler leurs modes d'organisation et d'action en fonction du contexte mondial général. Les jeunes n'y viendront pas, si la vie de l'organisation est régulée comme en 1975.

**J. S. :** Quant à la mission de l'école sur l'éducation des citoyens, cela renvoie au projet politique sur l'éducation et non seulement à la bonne volonté du corps enseignant. Une école centrée sur les normes à respecter et sur l'apprentissage d'un métier ne fait rien pour éduquer l'élève en tant que citoyen.

**Ph. P. :** Au-delà de l'école, ce sont tous les adultes, dont le comportement porte sens ou non aux yeux des jeunes.

**J. S. :** Entre les adultes actifs en politique et les jeunes, le rapport au temps est effectivement trop différencié pour ne pas aboutir à des divergences. Les adultes réalisent des programmes, davantage que des projets, ce qui a souvent un effet d'exclusion sur les jeunes.

**Ph. P. :** Il reste important dans une période individualiste que des parcours puissent se construire dans le monde associatif comme voies de compréhension de ce qu'est une démocratie. Et ces parcours doivent pouvoir être pluriels.

*Propos recueillis par*  
**Vincent Berthet**